

La pénible traque aux trafiquants de mendiants

► Depuis plusieurs mois, la justice fait de la lutte contre l'exploitation de la mendicité une priorité.
 ► Une forme de traite des êtres humains qui touche surtout une petite partie de la communauté rom.
 ► Les enquêtes sont très difficiles à mener à terme, c'est pourquoi les autorités concentrent leurs efforts sur le bien-être des enfants des rues.

Au départ, un constat. Les mendiants sont de plus en plus visibles dans les rues de Bruxelles. Il y a les lieux touristiques et commerciaux, bien sûr : des places Flagey à De Brouckère, de la rue Neuve à la Grand-Place... Et les rues moins fréquentées. Ces hommes et ces femmes qui font la manche presque partout où il y a du passage, campent devant les agences bancaires, tendent un gobelet à la sortie d'un supermarché de la capitale. Des scènes devenues banales à nos yeux fuyants.

Un dossier « prioritaire »

La justice ne détourne pas le regard, assure-t-on. Il y a un peu moins d'un an, le parquet de Bruxelles rappelait que la problématique de la mendicité était une priorité. Sa porte-parole, Ine Van Wymersch, recadre aujourd'hui : « La mendicité en soi n'est pas une infraction. Mais plusieurs autres infractions peuvent être retenues. » En ligne de mire : la traite des êtres humains. Dans le rôle des grandes victimes et - en même temps - des principaux suspects : les Roms.

« Un constat important est que presque tous les dossiers concernant l'exploitation de la mendicité concernent des Roms des dernières générations originaires d'Europe de l'Est », explique Myria, le Centre fédéral Migration.

En 2016, celui-ci consacrait un rapport à ce fléau « sous-estimé mais non moins dramatique ». « L'analyse des dossiers dans lesquels Myria est partie civile et les interviews qu'il a réalisées avec les experts révèlent l'existence de deux types de dossiers, y lisait-on. D'une part des dossiers avec des adultes roms porteurs de handicaps, et d'autre part des dossiers mixtes dans lesquels plusieurs formes d'exploitation sont présentes, et où sont surtout concernés des mineurs d'âge roms. »

Des enquêtes complexes

Deux ans après ce rapport, où en est-on dans la lutte contre l'exploitation criminelle de la mendicité ? Les Roms qui font la manche à Bruxelles sont-ils aux mains de trafiquants, qui les rackettent sans vergogne ? « L'exploitation de la mendicité reste une priorité, mais il est très difficile de mener des enquêtes et de récolter des éléments de preuve. Nos efforts n'ont pas (encore) permis d'identifier un réseau par exemple », reconnaît amèrement le parquet.

Alors, rideau ? On s'avoue vaincu face à un phénomène difficilement quantifiable ? Quelques condamnations ont bien été prononcées dans le passé. En 2015, le tribunal correctionnel de Bruxelles a prononcé des peines

de prison de 5 ans à l'encontre de quatre membres d'une famille roumaine qui obligeaient des handicapés issus de familles pauvres ou séparées à se rendre en Belgique, en leur promettant monts et merveilles. Une fois débarqués, ils étaient contraints de mendier et les gangsters leur confisquaient leurs gains.

Une condamnation en 2015

Une condamnation en 2015, le bilan est maigre. D'autant que le nombre de Roms en rue ces derniers mois est en augmentation, ainsi que tous les acteurs du sans-abrisme nous l'ont expliqué. Cette recrudescence laisse à penser que les abus pourraient l'être, eux aussi. « Nous avons identifié entre 180 et 200 mendiants roms, rien que sur la zone de po-

lice Bruxelles-Ixelles, en décembre 2017 », témoigne l'inspecteur Alain Magnée, membre de la « Team Herscham », une équipe de quatre agents de la zone spécialement dédiée aux SDF et aux mendiants (lire notre reportage ci-dessous). En 2017, sa hiérarchie lui a demandé de tenir à jour un recensement (« pas un fichage, ce serait illégal ») approximatif du nombre de Roms sur la commune. Comme pour garder un œil sur un phénomène... surtout bruxellois ! La statistique n'étant « nullement comparable » dans les autres grandes villes belges. « Les enquêtes sur l'exploitation de la mendicité ne sont pas impossibles à mener, mais elles sont très, très difficiles... Il faudrait y travailler du matin au soir », constate le policier.

« Une mendicité exploitée, je ne sais pas. Mais organisée, c'est une évidence », relève de son côté Cédric Strebelle, évaluateur interne au service de prévention de la commune d'Ixelles, un fin connaisseur des hommes et femmes qui vivent dans la rue. Il relève des signes : « Une transmission des 'meilleures' places pour faire la manche, une relève de la recette. Certains viennent faire la 'saison de la mendicité' à Bruxelles, pendant l'hiver et les fêtes de fin d'année, puis repartent dans l'Est. » Cédric Strebelle souligne qu'il n'est pas de son ressort de vérifier si, derrière cette organisation apparente, se cachent des organisations mafieuses. « Ces populations ont aussi une organisation communautaire et familiale. Cela relève de leur culture », pense-t-il. « Tous les acteurs présents dans la rue observent cette mendicité organisée. Eu égard aux enregistrements policiers en la matière, il semble que l'arsenal législatif actuel ne soit pas approprié face à cette situation », conclut le dernier Diagnostic local de sécurité ixellois. Au niveau communal, on est démuné.

Protection de l'enfance

Du côté policier, on constate aussi ces signes qui trahissent une organisation, une forme - certes précaire - de « business ». Et on va plus loin : « L'exploitation reste toujours à prouver, on

n'a aucune info précise à vérifier en ce sens. Je crois que c'est surtout une mendicité choisie, une forme de revenus pour ces Roms

qui font la navette entre la Roumanie et ici. Les enfants, eux, ils sont exploités, c'est clair ! », s'indigne Alain Magnée. Référence à ces familles qui demandent de l'argent aux passants avec, dans les bras, leur bébé. Scène fréquente dans la capitale. « Ces enfants n'ont pas choisi de mendier », regrette l'inspecteur bruxellois. « Nous sommes obligés de travailler sur une base légale, pondère le commissaire Olivier Slosse, porte-parole de Polbru. Nous devons constater un risque pour la vie du mineur avant d'agir. » Or, ces enfants, bien que non scolarisés, sont généralement bien nourris et habillés chaudement, nous rapporte-t-on. « Dans la culture rom, le petit reste toujours avec la maman », plaide Daniela, elle-même d'origine roumaine, qui travaille depuis 2003 au sein de l'association Diogènes, au contact chaque semaine de ces populations. « Elle doit le garder près d'elle. Ils vivent dans la précarité, au jour le jour, dans le risque d'être expulsés. C'est donc une sécurité d'avoir leur enfant près d'elle en permanence. »

Le signal d'alarme a pourtant été tiré. C'était peu avant l'été 2017 : une équipe de policiers a constaté - comme elle l'avait déjà fait dans le passé - « l'endormissement suspect » d'un mineur de moins de quatre ans, en pleine journée. A-t-il été drogué par ses parents, afin de pouvoir faire la manche docilement ? A bonne source, on nous rapporte que le parquet a ordonné un examen sanguin du bambin, qui n'a relevé aucune substance toxique. Rien de concluant. Pas assez pour

Entre 180 et 200 mendiants roms ont été identifiés rien que sur la zone de police Bruxelles-Ixelles, en décembre 2017.

BRUNO D'ALMONTE

prouver un acte de maltraitance. L'enfant a été rendu à sa mère.

Les autorités continuent aujourd'hui à scruter le bien-être physique de ces très jeunes mendiants. Bref : une veille attentive pour préserver ces enfants de la rue, plutôt que de fastidieuses enquêtes aux résultats incertains. ■

LOUIS COLART

dans la rue Le « Team Herscham » en première ligne

REPORTAGE

Guido s'approche du vieil homme allongé sous une veste noire de motard, devant le parvis de la gare Centrale. Il fait froid, en ce début février à Bruxelles. Le policier réveille le sans-abri en soulevant doucement le vêtement. « Monsieur! Vous parlez français? » Non. Mais après quelques secondes d'hébété, l'homme aux traits épais et aux immenses poches sous les yeux fait comprendre à son interlocuteur qu'il est tchèque. Un collègue de Guido vise quelques secondes le papier d'identité qu'on lui a tendu : malgré la barrière de la langue et des vêtements civils, le vagabond comprend vite qu'il a affaire à quatre policiers. La sentence tombe : « Prenez vos affaires et allez vous mettre au chaud à l'intérieur de la gare », l'invitent les agents, avec force gestes. Ainsi va la patrouille du « Team Herscham », une équipe presque surprise de rencontrer un sans-abri qui leur était encore inconnu.

La référence n'échappera pas aux plus geeks d'entre vous : Herscham, c'est le dieu des mendiants et des exclus dans le jeu - de rôle, vidéo et de société - Warhammer. C'est aussi, depuis 2003, la cellule de la police fédérale qui connaît le mieux le monde de la rue bruxelloise. « Ce monde parallèle », comme le raconte l'inspecteur

Alain Magnée, où se côtoient sans-abris belges, étrangers, clochards, mendiants, personnes en errance, artistes de rue, junkies ou personnes en (relative) bonne santé... Tout un monde sur quelques kilomètres carrés. L'équipe de quatre hommes est passée dans le giron de la zone de police Bruxelles-Ixelles en 2010. Le moindre problème ou la moindre nuisance avec le peuple de la rue? C'est Alain, Guido, Chris ou Michel qu'on appellera.

« Être là pour eux »

« Notre première mission, c'est d'être là pour eux. Quand vous êtes à la rue, souvent, vous n'avez aucun papier d'identité. Et la première marche vers la réinsertion, ce sont ces papiers qui vous donnent ensuite accès au CPAS, puis un petit revenu social... », développe Alain Magnée, qui travaille pour Herscham depuis 2006. Une cellule très sociale de la police, donc. « On organise une permanence chaque semaine au commissariat pour recevoir les sans-abris, leur fournir leurs papiers, des conseils pratiques ou

tout simplement un vêtement propre. »

En première ligne face à la misère humaine, les quatre hommes ne sont pas insensibles aux trajectoires de vie qu'ils rencontrent. « Lorsqu'on suit pendant des années un SDF et qu'on apprend subitement qu'il est mort, cela fait

quelque chose », reconnaît, pudique, l'inspecteur. À l'inverse, il y a des joies que seul un poste dans l'équipe Herscham peut procurer : « On ne fait pas ce métier pour recevoir des fleurs, mais quand vous patrouillez sur la Grand-Place et qu'un gars que vous avez croisé deux ans dans les rues vous déclare qu'il s'en est sorti, ça fait chaud au cœur », raconte le policier avec son accent liégeois.

La patrouille se poursuit. En face de l'hôtel Warwick tout proche, le quatuor s'arrête devant un amoncellement de cartons et de débris. Forcément, la vue depuis les chambres du cinq étoiles n'est pas idéale... « On participe tous les 10 jours à une action de nettoyage. On y relève à chaque fois 12 à 16 m² », explique Alain

Magnée, à un mètre de ce qui semble être une flaque de vomit. Guider les services de nettoyage fait partie du boulot. Au même titre que la médiation, agir sur une scène de violence ou retrouver des personnes suspectes ou disparues.

Mendicité agressive

Mais ce qui occupe de plus en plus l'équipe Herscham, mois après mois, c'est la population rom qui mendie à Bruxelles. Leur hiérarchie leur a demandé de recenser le phénomène. « Ils sont beaucoup plus nombreux que l'année dernière. Mendier n'est pas un délit, mais eux s'adonnent souvent à une mendicité agressive. C'est-à-dire qu'ils se plantent devant les passants, les touristes, pour demander de l'argent. Ce

n'est pas toléré. » Rue des Colonies, un homme seul et - surtout - un couple et son enfant, font la manche à 50 mètres de distance. La cellule Herscham les connaît bien. La situation de la fillette de moins de 10 ans les agace. « On est impuissant... tout ce qu'on peut faire, c'est les envoyer ailleurs pour que la petite se réchauffe. » Père, mère et enfant prennent leurs affaires et redescendent en direction de la gare. L'homme seul, situé un peu plus haut dans la rue, fera mine de partir mais sera de retour à son exact emplacement une demi-heure plus tard.

Alain Magnée : « Pour ces 170 à 200 personnes, la mendicité est un mode de rémunération. C'est organisé. Des groupes entiers quittent en même temps la ville et sont instantanément remplacés par un autre qui arrive de Roumanie par bus Eurolines. C'est pour ça que les Roms tiennent les 'meilleures' places, celles qui rapportent le plus d'argent, analyse l'inspecteur. L'autre jour, un Rom nous disait qu'il faisait la manche à Bruxelles quelques mois, le temps de réunir la somme de 4.000 euros. Ensuite il repartirait là-bas, en Roumanie, pour s'offrir une maison. » Le salaire moyen en Roumanie est inférieur à 500 euros net. C'est encore moins pour la communauté rom, victime du racisme. ■

L.Co.

LA QUESTION

Faut-il donner ou pas ?

Vous avez dit question sensible ? Mais qui ne se la pose pas, chaque matin, en se rendant au bureau ou en allant faire ses courses : fais-je bien de donner ma menue monnaie à ce mendiant ?

De prime abord, donner est une action de charité. Alors, pourquoi diable se torturer l'esprit ? Le risque serait d'encourager une addiction (alcool ou drogue) de ce SDF-ci ; ou pire, de soutenir un système mafieux qui exploite ce mendiant-là. Alors, cette question, nous l'avons posée aux spécialistes du secteur. « Si je devais donner un conseil, ce serait de donner de façon structurelle plutôt qu'individuelle, défend Olivier Slosse, commissaire à la zone de police Bruxelles-Ixelles. Donner directement à des associations, ou bien un ticket restaurant, quelque chose à manger... C'est le meilleur moyen de réduire les inégalités », pense-t-il. L'avis de Cédric Strebelle, évaluateur interne au service de prévention de la commune d'Ixelles, est plus nuancé : « Je pense, à titre individuel, que le mieux est de commencer par tisser un contact avec le mendiant que vous croisez souvent. Créer un lien, ouvrir la discussion... et ensuite envisager de lui donner de temps en temps une petite pièce si vous sentez que cela sera utile. » Et les Roms qui mendient, dans tout ça ? Certains seraient les victimes de réseaux, qui détourneraient une partie de la recette. Plus généralement, cette communauté de quelques centaines de personnes en Belgique a fait de la mendicité un business, certes pénible, mais un business quand même. Daniela, mobilisée depuis des années pour cette population à Bruxelles, au travers de l'association Diogènes, recadre : « Leur situation est très grave. S'ils viennent assez nombreux chez nous (je rappelle que l'on parle de quelques dizaines de personnes sur 20.000 d'origine rom très bien intégrées), c'est à cause de la pauvreté. En Roumanie, c'est déjà difficile pour les Roumains, alors les Roms... sans qualifications, avec le racisme ambiant... » Elle conclut : « Ils iront n'importe où pour gagner un peu d'argent. »

L.CO.